

Signer la pétition pour protéger les régimes de pensions

Cette pétition vise le projet de loi C-27 qui fût présenté au Parlement canadien sans préavis ni consultation par le Ministre des Finances. Ce projet de loi propose de modifier la *Loi de 1985 sur les normes de prestation de pension* afin de permettre aux entreprises privés et aux Sociétés d'État de migrer d'un régime de retraite à prestations déterminées (PD) vers un régime de retraite à cotisations déterminées (CD), offrant ainsi beaucoup moins de garantis à leurs employés. Si adoptée, cette loi accélèrera la tendance dangereuse voyant les risques inhérents aux régimes de pensions se déplacer des employeurs vers les salariés et les retraités. Bien que ce projet de loi ne propose pas de changement à la *Loi sur la pension de la fonction publique* s'appliquant aux membres de la Guilde employés de la Garde côtière Canadienne et du MPO, cette législation crée un dangereux précédent qui pourrait entraîner de pareilles charges sur les employés de toutes les juridictions au Canada, incluant les travailleurs de la fonction publique.

Un régime de retraite à *cotisations déterminées*, basée sur la performance des marchés, est beaucoup moins sûr qu'un régime à *prestations déterminées*, et de plus les rendements y sont beaucoup plus difficiles à prévoir, ce qui engendre des risques significatifs pour les prestations des futurs retraités. De plus, un régime de type CD rend presque impossible le calcul des sommes mensuelles qui seront versées aux futurs retraités.

Nous sommes d'avis que les retraités doivent avoir la certitude que leurs prestations de retraite sont en sécurité. En abandonnant les régimes de pensions aux aléas des marchés, le projet de loi C-27 met en péril cette sécurité. En permettant aux employeurs de moduler un régime de retraite existant en régime de type CD, ce projet de loi les invite à se défilier des engagements antérieurs qu'ils ont pris auprès de leurs employés. Même si certains conserveront un régime de retraite à prestations déterminées, plus rien n'empêchera la majorité des employeurs de tout faire pour convaincre leurs employés de migrer vers un régime de retraite à cotisations déterminées, ce qui mettra d'autant plus en péril la rentabilité des régimes à prestations déterminées.

Par ailleurs, la faculté des syndicats de défendre les intérêts de leurs membres dans le contexte de ce projet de loi est tout sauf certaine, puisque le rôle de ces derniers dans la conversion des régimes de retraite ne semble pas encore définie. Dans le cas où une pareille transformation mènerait à un conflit de travail, C-27 pourrait introduire des mesures supplémentaires empêchant les syndicats de protéger efficacement les droits de leurs membres au sujet des régimes de retraite.

La controverse entourant les régimes de pensions à cotisations déterminées continue de faire des vagues au Nouveau-Brunswick et ce, plusieurs années après qu'un projet de loi similaire ait été introduit au Parlement provincial en 2012. Ce projet ouvrait la porte à des réductions significatives du régime de retraite des employés de la fonction publique de la Province. Le tout est encore à ce jour contesté devant les Tribunaux.

La Guilde de la marine marchande siège activement à la *Coalition canadienne pour la sécurité de la retraite*. La *Coalition* comprend 22 organisations représentant plus de six millions de canadiens. La *Coalition* défend non seulement les employés du secteur public et privé afin que les régimes de pensions existant soient honorés, mais vise également l'amélioration et la bonification de ceux-ci.

La Guilde soutient la position de la *Coalition* qui implore le Gouvernement de ne pas abdiquer devant les demandes du secteur corporatif, qui souhaite pour sa part voir les régimes de pensions à prestations déterminées faire place aux régimes à cotisations déterminées afin d'augmenter les profits du secteur financier qui les gère.

La date limite pour signer la pétition s'opposant au projet de Loi C-27 est le 31 mars 2017 sur le lien ci-dessous:

[Signer la pétition pour protéger les régimes de pensions](#) - cliquez ici